

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail



**MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DU PLAN
ET DU DEVELOPEMENT**

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE



RAPPORT D'ACTIVITE DE L'INS
3^{ème} trimestre 2015

octobre 2015

SOMMAIRE

RESUME.....	3
INTRODUCTION.....	5
I- LES RESULTATS AU PREMIER TRIMESTRE.....	5
II- ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES 2015.....	6
2.1 Amélioration de l'environnement institutionnel de l'exercice des activités statistiques et fonctionnement de l'INS.....	6
2.2 Accroissement de la capacité de production de l'INS	10
2.3 Actualisation, accroissement et pérennisation de la production statistique de l'INS	10
2.4 Diffusion, promotion et vulgarisation des produits de l'INS	23
III- DIFFICULTES	26
IV- CONCLUSION ET PERSPECTIVES	27

RESUME

1. Le présent rapport rend compte de la mise en œuvre des activités pendant le 3^{ème} trimestre 2015, présente les principaux résultats par axe stratégique du programme de travail de l'INS, indique l'état d'avancement des activités, les difficultés et les perspectives.

2. Les activités s'articulent autour des parties ci-après : (i) l'amélioration de l'environnement institutionnel de l'exercice des activités statistiques et fonctionnement de l'INS; (ii) l'accroissement de la capacité de production de l'INS ; (iii) l'actualisation, l'accroissement et pérennisation de la production statistique de l'INS ; (iv) la diffusion, promotion et vulgarisation des produits de l'INS.

3. Le troisième trimestre 2015 est marqué par la fin de plusieurs grandes opérations ou enquêtes, la mission d'évaluation du Fonds Monétaire International (FMI) sur le système statistique national et plus particulièrement sur la comptabilité nationale. La phase d'analyse et de la rédaction des 18 tomes liés à des thèmes bien précis du RGPH 2014, la publication des résultats de l'Enquête Niveau de Vie des Ménages (ENV 2015) et de l'enquête sur la Gouvernance, la Paix et la sécurité...etc.

4. S'agissant de **l'amélioration de l'environnement institutionnel et du fonctionnement de l'INS**, il faut indiquer que l'INS a élaboré une convention de service qui le lierait à l'Etat de Côte d'Ivoire sur la période 2016 à 2018. Cette convention a été transmise aux autorités en vue de sa signature. Le projet de décret portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil National de la Statistique (CNSat) a été élaboré et transmis aux autorités.

L'INS, durant ce 3^{ème} trimestre 2015, a établi des actes administratifs de gestion, a fait le suivi et la mise à jour des dossiers du personnel, a assuré la régulation du standard, a élaboré les conventions avec les partenaires techniques et financiers, a effectué le contrôle de présence du personnel, a élaboré les projets de textes d'application de la loi statistique, a élaboré les conventions INS-Ministères pour la mise à disposition de personnel qualifié en vue de la production des statistiques sectorielles ...etc.

5. Au niveau du **renforcement des capacités logistiques et matérielles de l'INS**, les besoins en matériels et mobiliers de bureau ont été satisfaits par la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Union Européenne (CCCCI-UE) en donnant du matériel informatique, mobilier de bureau et un appareil d'imprimerie à l'INS.

L'élaboration par l'INS d'un plan de recrutement du personnel et l'accueil de stagiaires des écoles de statistiques sont des éléments essentiels dans la résolution des problèmes de personnels statisticiens.

6. Concernant **l'actualisation, l'accroissement et la pérennisation de la production statistique de l'INS**, une revue des comptes nationaux définitifs 2011, 2012 et provisoires 2013 a été faite ; la poursuite des activités liées à la production des comptes définitifs 2013 et des comptes provisoires 2014. La mise en place de plusieurs indicateurs dans le cadre de la production des Comptes nationaux trimestres (CNT) (indices du commerce extérieur, indice de production du secteur primaire, indice du chiffre d'affaires du secteur tertiaire, IHPC, IHPI, IPPI..) et la production des CNT (de 1996 à 2015).

La production et publication de plusieurs annuaires statistiques (l'annuaire statistique du commerce extérieur 2014, l'annuaire statistique des pêches et de l'élevage 2013, l'annuaire des ressources végétales 2013; l'annuaire des statistiques de l'énergie 2013 ; les images économiques des entreprises 2012 ...etc.).

Au niveau des statistiques régionales, les bulletins mensuels des prix moyens à la consommation des ménages sont disponibles.

Concernant l'appui aux autres services du Système Statistique National, il faut noter que des appuis ont été apportés à certains Ministères en vue d'assurer la production de leurs statistiques dans le cadre du projet « Plan d'Urgence de Production des Statistiques de Base (PU-PSB) ». Le rapport de fin de la mise en œuvre du PU-PSB dans le district d'Abidjan a été rédigé tout en prenant en compte les rapports individuels des différents ministères.

Au niveau des statistiques démographiques et sociales, plusieurs actions sont en cours de réalisation notamment l'apurement des données du RGPH 2014, l'analyse et la finalisation des 18 Tomes du RGPH 2014; les préparatifs de la "5^{ème} Enquête par grappes à Indicateurs multiples (MICS5)" ; la conception de l'enquête sur le bilan de compétences des enfants entrant au primaire et les pratiques parentales dans le développement du jeune enfant et les appuis aux structures internes et externes.

La publication des résultats de l'Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages (ENV) de 2015 et de l'enquête sur la Gouvernance paix et Sécurité 2014. Des appuis sont aussi apportés au Ministère de l'agriculture via la FAO dans le cadre du recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA) et des appuis dans le cadre de l'Enquête Emploi ...etc.

7. Dans le domaine de la **diffusion, promotion et vulgarisation des produits de l'INS**, les activités ont été axées sur la politique de diffusion des micro-données. La mise à jour du site internet, l'édition trimestrielle du bulletin d'information de l'INS, la couverture médiatique des événements organisés par l'INS ou par d'autres organisations avec l'appui de l'INS et des actions liées à la recherche de quelques marchés.

8. Du point de vue des **difficultés** qui entravent la bonne marche des activités de l'INS, il faut noter l'absence d'un siège propre audit institut, ce qui rend difficile le suivi des agents au quotidien; l'insuffisance du budget alloué à l'INS par l'Etat, l'insuffisance de personnel, qui est résolue de façon provisoire, par l'utilisation des stagiaires de l'ENSEA et des universités de la place qui ne perçoivent pas de façon continue leurs salaires compte tenu des difficultés financières de l'INS.

9. En **perspectives**, le dernier trimestre 2015 sera axé sur la tenue des réunions statutaires (réunions de Direction, les réunions du Conseil d'Administration), l'achèvement de l'analyse des thèmes retenus dans le cadre du RGPH 2014, l'achèvement des différentes actions en cours et l'élaboration du plan d'action 2016.

INTRODUCTION

10. Le présent rapport trimestriel, rend compte de la mise en œuvre à fin septembre 2015 du plan d'actions opérationnelles, présente les principaux résultats, indique l'état d'avancement des activités, les difficultés rencontrées au cours du troisième trimestre et les perspectives pour le quatrième trimestre 2015. Les activités menées ont été supportées financièrement par la subvention de l'Etat et par la réalisation de projets et enquêtes de certains partenaires techniques et financiers.

11. Il faut noter que le troisième trimestre 2015 est marqué par la fin de plusieurs opérations ou enquêtes, la mission d'évaluation du Fonds Monétaire Internationale (FMI) sur le système statistique national et plus particulièrement sur la comptabilité nationale. La phase d'analyse et de la rédaction des 18 tomes liés à des thèmes bien précis du RGPH 2014, la publication des résultats liés à l'Enquête Niveau de Vie des Ménages (ENV 2015) et à l'enquête sur la Gouvernance, la Paix et la sécurité...etc.

12. Le présent rapport s'articule autour des trois points suivants : (i) Principaux résultats atteints par volet du PAO; (ii) Etat d'avancement des activités ; (iii) Difficultés dans la mise en œuvre du programme (iv) Conclusion et perspectives et les annexes.

I- LES RESULTATS OBTENUS AU TROISIEME TRIMESTRE 2015

13. les résultats suivants ont été atteints au 3^{ème} trimestre 2015 :

RGPH 2014 :

- fichier des localités disponible;
- démarrage de la rédaction des 18 tomes.

Plusieurs enquêtes achevées :

- Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages (ENV), rapport disponible;
- enquête Gouvernance paix et sécurité, rapport disponible.

Comptabilité nationale :

- revue des comptes nationaux définitifs 2011, 2012;
- démarrage de l'élaboration des comptes nationaux 2013 et provisoires 2014;
- élaboration des comptes nationaux trimestriels 1996 au 1er trimestre 2015;
- mise en place de plusieurs indicateurs dans le cadre de la production des Comptes nationaux trimestres (indices du commerce extérieur, indice de production du secteur primaire, indice du chiffre d'affaires du secteur tertiaire, IHPC, IHPI, IPPI..).

Projet d'urgence de production des statistiques de base:

- rapport de réalisation du projet dans le district d'Abidjan disponible.

Administration de l'INS:

- établissement de plusieurs actes administratifs de gestion.

II- ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES

14. Au cours du 3^{ème} trimestre 2015, des résultats ont été enregistrés dans les différents sous-programmes du plan d'action de la Direction Générale de l'INS. Les principaux résultats enregistrés au cours de la période sous revue selon les différents axes stratégiques se présentent comme suit :

2.1 Amélioration de l'environnement institutionnel de l'exercice des activités statistiques et fonctionnement de l'INS

15. L'amélioration du dispositif institutionnel constitue un défi majeur pour organiser l'exercice des activités statistiques et par voie de suite renforcer le rôle central de l'INS dans la production des statistiques dans le pays.

16. Le troisième trimestre de l'année 2015 est marqué par l'accélération des dispositifs de la restructuration de l'INS. Le Projet de Décret portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil National de la Statistique (CNSat) et les termes de référence de l'étude relative au « mécanisme institutionnel et opérationnel du Fonds National de Développement de la Statistique (FNDS) » sont en cours de rédaction. Le Projet de Convention Etat de Côte d'Ivoire/INS est disponible et transmis au Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement.

17. L'INS a réalisé plusieurs actions administratives, à savoir :

✓ **Etablir les actes administratifs de gestion**

- Des décisions ont été élaborées et signées par le Directeur Général: affectation des Directeurs Régionaux, remplacements temporaires des manœuvres gardiens en congés annuels, redéploiement du personnel, ...
- Les certificats de départ en congés annuels ont été établis. Au titre du 3^{ème} trimestre 2015, **quarante-huit (48) agents** ont pu bénéficier de leurs congés annuels, soit au titre de l'année 2012, soit au titre de l'année 2013, 2014.
- **Trente-un (31) autorisations d'absence** ont été délivrées.
- Les actes courants de gestion tels que les autorisations d'absences, les notes d'information, les attestations et certificats de travail, les courriers, les contrats de travail,...etc, ont été élaborés.

✓ **Faire le suivi et la mise à jour des dossiers du personnel**

Le classement physique des actes est une activité pérenne dont la réalisation s'étend tout au long de l'année. Par ailleurs, il est procédé régulièrement à la mise à jour des différents fichiers du personnel (liste du personnel en général, par structure, qualification, et selon le genre) en fonction des modifications intervenues dans la situation administrative du personnel.

✓ **Organiser les réunions du personnel**

Ce sont les réunions périodiques qui se tiennent selon un calendrier établi par la Direction Générale. La Direction des Ressources Humaines et des Affaires Juridiques (DRHAJ) se charge de l'organisation pratique de la réunion: convocation du personnel, recherche et location de la salle de réunion, élaboration du compte rendu de la réunion.

Aucune réunion du personnel n'a été organisée au cours de ce trimestre.

✓ **Elaborer un projet de profil de carrière, en collaboration avec un cabinet**

La collecte d'informations en vue de l'élaboration du profil des carrières est en cours. En outre, la DRHAJ a effectué d'autres travaux préliminaires tels que définir la nomenclature des emplois existant à l'INS et l'audit des dossiers du personnel afin de ressortir les diplômes de chaque agent.

✓ **Suivre et gérer les contentieux**

Au cours du 3^{ème} trimestre 2015, la DRHAJ a géré le contentieux de certains agents en contrat de travail à durée déterminée avec l'INS. Ces agents ont dissimulé leur statut de fonctionnaire et percevaient un double salaire. Il s'agit de :

- 1- AKE Sotchi M'Bo Rodrigue, Adjoint Technique de la Statistique en service à la DCNSE ;
- 2- ASSI Sonan Hervé ; Adjoint Technique de la Statistique en service à la DERI ;
- 3- ZEZE Pacôme ; Ingénieur des Travaux Statistique, en service à la DERI ;
- 4- M'BAYE Konan Philippe ; Adjoint Technique de la Statistique en service à la DCNSE ;

Les intéressés ont reconnu percevoir un double salaire et un courrier a été adressé aux 3 premiers cités en vue de répéter l'indu à l'INS. Le dossier de Monsieur M'BAYE Konan Philippe est toujours en cours d'instruction.

Plusieurs autres contentieux ont été gérés par la DRHAJ. Ce sont :

- Contentieux entre l'INS et les ex-agents du Cabinet. Le Tribunal du Travail d'Abidjan Plateau dans son jugement **N° RG N° 204/CS1 du 05/02/15** a condamné l'INS au paiement de la somme de **Treize Millions Trois Cent Quarante Un Mille Cinquante Quatre (13 341 054) F CFA**. Dans le cadre de cette affaire, le 7 Juillet 2015, les requérants ont pratiqué une saisie attribution sur un compte de l'INS. Après négociation, l'INS s'est engagé sur la base d'un accord amiable, à apurer ce passif selon un échéancier. En retour, la partie adverse a ordonné la main levée amiable et entière de ladite saisie en date du 29 Septembre 2015.
- Un cas de tentative de vol portant sur des écrans et unités centrales d'ordinateurs à la Direction de la Comptabilité Nationale et des Statistiques Economiques (DCNSE) a été signalé au DRAHJ. Toutes les personnes concernées par cette affaire notamment les Responsables (MM GOH YORO ERNESTE et AKAFFOU FRANCK HERVE) des différents services et certains de leurs collaborateurs (DIOMANDE MAMADOU) ont été entendues. Un rapport a été fait le 17 Septembre 2015 et transmis au Directeur Exécutif chargé des Activités Administratives et Financières en vue de requérir ses instructions.

✓ **Effectuer le contrôle de présence du personnel**

Il s'agit d'élaborer un logiciel de contrôle de présence par capteur d'empreinte. Mais compte tenu de la disparité des sites de l'INS, la mise en œuvre de cette activité est difficile à réaliser. C'est pourquoi la DRHAJ se contente pour le moment de contrôles inopinés en attendant que l'INS soit doté d'un siège.

✓ **Effectuer le contrôle de présence du personnel**

Des contrôles inopinés spontanés de présence du personnel s'opèrent de temps à autres sur tous les sites de l'INS par le personnel de la DRHAJ.

✓ **Faire le traitement salarial du personnel**

A partir du quinze (15) de chaque mois, la Direction des Ressources Humaines et des Affaires Juridiques effectue le traitement salarial de l'ensemble du personnel de l'INS (enregistrement des informations, édition du livre de paie, établissement des états de virements bancaires, enregistrement sur disquettes des virements bancaires, édition des annexes de paie). Après chaque virement des salaires, le service procède à la distribution des bulletins de paie.

✓ **Faire le traitement des états sur projets**

Au 3^{ème} trimestre 2015, plusieurs états de paie, de frais de missions et de carburant ont été établis sur les différents projets (Enquêtes sur le Bilan des Compétences et des Pratiques Parentales en Côte d'Ivoire, IHPC Extension, Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA)).

✓ **Etablir les actes de gestion ayant une incidence financière**

Les ordres de mission et les domiciliations bancaires sont régulièrement établis.

Les textes d'application de la loi statistique ont été élaborés et sont en attente de validation.

✓ **Faire le suivi de la convention Etat-INS**

La convention Etat de Côte d'Ivoire-INS a été élaborée, validée en Comité de Direction et en Conseil d'Administration, transmise au Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement pour signature par l'Etat. ***L'INS attend donc la copie signée par l'Etat de ladite convention.***

✓ **Elaborer les conventions INS-Ministères pour la mise à disposition de personnel qualifié en vue de la production des statistiques sectorielles.**

- Une convention d'assistance technique entre l'INS et le Ministère du Commerce relative à la formation des agents dudit Ministère est en cours d'élaboration ;
- Un projet de convention d'appui technique entre l'INS et Côte d'Ivoire Tourisme est en attente de signature ;
- Une autre convention d'appui technique relative au repérage et géolocalisation des activités socioéconomiques, des logements et des voies de communication, est en cours de finalisation entre l'INS et le District Autonome d'Abidjan.
- Une convention d'appui technique entre l'INS et le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique (MENET) relative à l' « Enquête Parentale et Bilan des Compétences 2015 » a été signée en septembre 2015. Dans le cadre ce projet, un contrat

de location de 13 véhicules pour la collecte des données a été conclu entre l'INS et la compagnie CVAM.

- Un projet d'accord-cadre entre l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) et l'INS est en cours d'élaboration.

✓ **Elaborer les conventions avec les partenaires techniques et financiers**

Quelques conventions et protocoles d'accord ont été conclus avec les partenaires techniques et financiers, qui ont servi de base légale à la réalisation des enquêtes de l'INS :

- Une convention d'appui technique relative à la saisie des fiches d'enquêtes portant sur « les personnes vulnérables et les opportunités d'affaires dans le District des Montagnes » a été signée entre l'INS et le Programme National de Développement Communautaire (PNDC) en Août 2015.
- Une convention entre le Ministère de la Culture et de la Francophonie (MCF) relative à la mise en œuvre des Indicateurs UNESCO de la Culture pour le Développement (IUCD) en Côte d'Ivoire et l'INS a été signée le 04 Septembre 2015.
- Une convention d'appui technique entre l'INS et la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG) relative à l'Enquête sur la Corruption en Côte d'Ivoire a été signée en Octobre 2015. L'activité est en cours de réalisation.
- Les activités de l'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS) entre l'INS et l'UNICEF se sont poursuivies par la première phase pilote en juin 2015. L'INS attend de réaliser la deuxième partie de l'enquête pilote avant la grande phase de terrain prévue pour le début de l'année 2016.

✓ **Faire le point de l'application de la politique sociale**

- **L'infirmierie**

Les consultations et les soins ont constitué le lot d'activités au sein de l'infirmierie.

- **La sécurité sociale**

Dans le cadre de la CNPS, la DRHAJ a poursuivi les déclarations des agents. Les déclarations restées en suspens au 1^{er} trimestre 2015 ont été régularisées. Notamment celles des agents du Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement. On a pu établir des attestations d'immatriculation de certains agents déclarés. Pour cette période, un cas de femme en couche a été traité par le service social.

Concernant le paiement des allocations familiales, après les 3 agents qui ont perçu leurs allocations familiales, les autres bénéficiaires attendent toujours leur paiement.

En outre un cas de maladie a été enregistré. Par le canal de la Sous-Direction des Affaires Juridiques et Sociales, la Direction Générale a apporté un soutien financier au malade.

Par ailleurs, le remboursement des frais médicaux de femmes en couche a été traité et payé par la CNPS.

2.2 Accroissement de la capacité de production de l'INS

18. Les besoins en matériels et mobiliers de bureau des Directions de l'INS et du CNSat ont été satisfaits par la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Union Européenne (CCCCI-UE). Il s'agit de 48 bureaux et 48 fauteuils. Un ensemble de machines d'imprimerie a été remis à l'INS par l'UE.

19. La réparation des ordinateurs (desktops, laptops, serveurs), imprimantes et de l'administration des réseaux client-serveur a été effectuée.

Le « **tableau 1** » présente les interventions en maintenance dans les locaux de la cellule maintenance sis à la Tour C Mezzanine :

Equipements	Interventions						
	Entretiens	Réparation				Installation	
		Alimen- Tation	Carte mère	Disque dur	Autre réparation	installation de logiciels ou applications (WIN 7,WIN 8, OFFICE 2013)	Installatio n d'Antiviru s
Desktop	39	8	11	11		32	15
Ecran	0	0	0	-		-	-
Clavier	0	0	0	-		-	-
Laptop	25	0	1	0		11	12
Imprimante	19	0	-	-	4	-	-
Total	83	8	12	11	4	43	27

- Renforcement des capacités logicielles

Le Service Etude et Développement a été contacté par le SAAIC pour mettre en place une application de gestion des immobilisations. La saisie et l'exploitation de l'étude a été menée. La base de données des immobilisations est en cours d'exploitation. Il s'agit de :

- Saisir les fiches d'immobilisation,
- Corriger les données,
- Faire le reporting.

- Activités informatiques de l'enquête MICS5

Le travail a porté sur les points suivants :

- Test des différents questionnaires
- Développement des programmes de saisie
 - o MICS_Questinnaire_HH_Menage
 - o MICS_Questionnaire_CH_Enfants
 - o MICS_Questionnaire_ME_Homme
 - o MICS_Questionnaire_WM_Femme
- Développement des programmes de centralisation
- Développement pour la phase de la cartographie
 - o MICS5_Fiche2_Segmentation
 - o MICS5_Fiche3_LISTE DES MENAGES

✓ **Accueillir et organiser les stages à l'INS**

Les besoins en stagiaires des structures sont régulièrement traités et les stagiaires sont mis à leur disposition.

Au 3^{ème} trimestre 2015, **soixante-quatre (64) étudiants** toutes qualifications confondues ont effectué un stage à l'INS, soit pour valider leur diplôme, soit pour un perfectionnement (voir tableau ci-après pour les détails). Ces stagiaires ont été mis à la disposition de ces structures en vue de renforcer leurs capacités en ressources humaines qualifiées, compte tenu du volume croissant d'activités de l'INS.

Tableau n°2 : nombre de stagiaires

N°	Structures	Nombre de stagiaires
1	DG	02
2	DRHAJ	01
3	DCNSE	14
4	SAAIC	03
5	DCMG	03
6	DSI	09
7	DDCM	03
8	DCCAR	22
9	DSDS	06
10	DERI	01
TOTAL		64

✓ **Mettre en œuvre le plan de formation de l'INS**

Compte tenu des difficultés de trésorerie de l'INS, des recherches sont en cours en vue de trouver d'autres sources de financement.

✓ **Redéployer le personnel**

Au cours du 3^{ème} trimestre, il y a eu un mouvement de redéploiement général des Directeurs Régionaux. En outre, les besoins en personnel de certaines Directions Régionales et de la Direction de la Comptabilité Nationale et des Statistiques des Entreprises (DCNSE) ont été pourvus en personnel stagiaire.

✓ **Elaborer un plan de recrutement du personnel**

L'analyse des besoins en personnel des structures qui est en cours, permettra de ressortir le plan de recrutement, conformément au plan de restructuration de Deloitte.

Cependant, au cours du 3^{ème} trimestre, compte tenu des départs à la retraite, des démissions et l'accroissement du volume des activités, des recrutements ont été faits en vue de combler les besoins en personnel de certaines directions. Ainsi des agents ont été recrutés. Il s'agit de :

- Un (01) Juriste à la DRHAJ ;
- Une (01) secrétaire à la DRHAJ ;
- Un économiste à la DERI ;
- Un (01) chauffeur à la DSI.

✓ **Recruter le personnel contractuel des projets**

En vue de la réalisation de l'Enquête sur le Bilan des Compétences et des Pratiques Parentales en Côte d'Ivoire (EBCPP-CI) et du projet de mise en œuvre des Indicateurs UNESCO de la Culture, un personnel occasionnel a été recruté avec l'appui des agents qualifiés de l'INS.

✓ **Poursuivre la politique de gestion et de suivi de l'assurance maladie**

Pour améliorer les prestations et le coût de l'assurance maladie, des prospections ont été entreprises. Ainsi les prestataires qui suivent ont été contactées : Mutuelle des Travailleurs et des Retraités du Secteur Privé de Côte d'Ivoire (MUTREP-CI), MUGEFCI, l'Institut International de Prévoyance pour la santé (IIPS) et ASCOMA.

✓ **Organiser des conférences d'informations, d'éducation et de prévention**

Des termes de références ont été élaborés en vue de l'organisation de certaines conférences sur le nouveau code du travail, les droits et obligations du travailleur, le stress au travail, la prostate, le col de l'utérus, le diabète, l'hypertension artérielle, ...

2.3 Actualisation, accroissement et pérennisation de la production statistique de l'INS.

20. La production des statistiques à travers la réalisation des recensements, des enquêtes, la collecte et l'exploitation des données de routine est essentielle pour l'amélioration de la production de la statistique en cours. Les objectifs stratégiques clés sont, (i) disposer de données sociodémographiques et économiques désagrégées, (ii) disposer de données de routine fiables et régulières dans les six (6) domaines prioritaires du PND et (iii) améliorer la qualité des statistiques produites dans le SSN.

a) Achever la revue des comptes nationaux définitifs 2011, 2012 et provisoires 2013

21. Les comptes nationaux définitifs 2011, 2012 et provisoires 2013 ont été produits en 2014 dans le cadre du projet de production accélérée des comptes nationaux annuels. Mais l'actualisation des statistiques des finances publiques et de l'énergie (hydrocarbures, électricité) a conduit à une révision desdits comptes au cours d'un atelier tenu au mois de mars 2015. Les taux de croissance réels révisés de 2011 et 2012 sont respectivement de (-4,1%) et (+10, 4%). Celui de 2013 est de (+9, 2%).

b) Produire les comptes nationaux définitifs 2013

22. Au cours de cette année 2015, la production des comptes nationaux définitifs 2013 se réalise par l'exécution des quatre (4) phases suivantes:

- Phase 1 : Codification et détection des doublons des états financiers 2013;
- Phase 2 : Saisie de masse des états financiers 2013 ;
- Phase 3 : Collecte des informations complémentaires 2013;
- Phase 4 : Traitement des bases de données, compilation et synthèse des comptes 2013.

Au terme des trois premiers trimestres 2015, l'état de réalisation de ces différentes phases se présente comme suit.

Phase 1 : Codification et détection des doublons des états financiers 2013

23. Cette phase a débuté en novembre 2014 avec la récupération de plus de 50 000 états financiers à la Direction Générale des Impôts (DGI). Ces liasses comptables ont été réceptionnées dans le cadre du Guichet unique de dépôt des états financiers. Pour la réalisation de cette phase, 18 agents de codification ont été recrutés par l'INS pour complément d'effectif. Ils ont été formés pendant 2 semaines sur la nouvelle nomenclature ivoirienne d'activités et de produits récemment confectionnée. En outre, ils ont été formés sur la codification des activités et des produits et sur le contrôle de cohérence des données. Après la codification, ces agents devraient enregistrer les états financiers codifiés à l'aide d'un module informatique afin de détecter les doublons de bilans à retirer du stock des états financiers reçus.

24. A fin septembre 2015, cette phase de codification et de détection des doublons se poursuit avec 22 131 états financiers codifiés après dépouillement de plus des deux tiers des bilans reçus. Les agents de codification recrutés ont quasiment abandonné leur poste de travail pour cause de retard de paiement de leurs salaires.

Phase 2 : Saisie de masse des états financiers 2013

25. La saisie de masse des états financiers codifiés a démarré au mois de février 2015 par le recrutement de 90 agents de saisie et de 05 agents de contrôle de saisie. Ces agents ont été formés pendant 2 semaines sur la nouvelle nomenclature ivoirienne d'activités et de produits ainsi que sur la saisie des données contenues dans les bilans.

A fin septembre 2015, la saisie des bilans se poursuit. Le nombre d'états financiers saisis s'élève à 14 937. Les opérateurs de saisie recrutés ont eux aussi abandonné leur poste de travail pour cause de retard de paiement de leurs salaires.

Phase 3 : Collecte des informations complémentaires 2013

26. Parallèlement aux travaux de codification et de saisie des états financiers 2013, la collecte des données et informations complémentaires 2013 des sources administratives s'effectue.

A fin septembre 2015, la collecte des données de l'élevage est achevée. Il en est de même des productions agricoles. La balance des paiements 2013, les données des Communes et des Conseils régionaux ainsi que celles des Chambres consulaires à l'exception de la Chambre des métiers et de la Chambre de commerce et d'industrie sont toutes collectées. Les données de sécurité sociale et des 61 établissements financiers couverts sont également collectées.

Phase 4 : Traitement des bases de données, compilation et synthèses des comptes 2013

27. A fin septembre 2015, parallèlement à la collecte des données complémentaires 2013, les premières exploitations s'effectuent en attendant la disponibilité de l'ensemble des bases de données.

c) Produire les comptes provisoires 2014

28. Comme prévu dans le cadre de la production accélérée des comptes nationaux annuels 2013 et 2014, les travaux de production des comptes nationaux provisoires 2014 devraient commencer après la production des comptes nationaux définitifs 2013.

Cependant, à fin septembre 2015, la maquette de publication des comptes provisoires 2014 est pratiquement prête et quelques données complémentaires notamment celles du cadrage macro-économique 2014 sont en cours de collecte.

d) Mettre en place les indices du commerce extérieur

29. Dans le cadre des travaux préparatoires à l'implantation des comptes nationaux trimestriels (CNT) en Côte d'Ivoire, un certain nombre d'indicateurs d'activités devrait être produit pour alimenter ces dits comptes. L'INS a donc jugé utile de mettre en place un indice des prix du commerce extérieur afin d'alimenter ces CNT. Il s'agit de l'indice des valeurs unitaires des exportations (IVU export), de l'indice des valeurs unitaires des importations (IVU import) et de celui des termes de l'échange.

30. La nomenclature utilisée pour la construction de ces indices (IVU) est la nomenclature du Système Harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH). Deux types d'échantillons ont été constitués pour la mise en place de ces indices (IVU) :

- un échantillon de 68 produits d'exportation ;
- un échantillon de 360 produits d'importation.

Les produits sélectionnés sont les principaux produits stables des échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire. Pour le calcul des indices, des éléments de base ont été élaborés. Ce sont :

- les prix moyens unitaires de référence des produits choisis ;
- les pondérations des produits choisis.

31. L'année de base et de référence des indices est l'année 2010. La collecte des données s'effectue mensuellement auprès des services de la Direction Générale des Douanes. Le calcul des indices s'effectue par la méthode LASPAYRES. Les indices des termes de l'échange qui sont les rapports des IVU à l'exportation et à l'importation, sont ensuite calculés.

Au terme des trois premiers trimestres 2015, l'ensemble des indices mensuels de la période 1996-2014 est disponible. Ceux des neuf premiers mois 2015 sont en cours de d'élaboration après le départ de l'INS de l'agent chargé du calcul de ces indices.

e) Mettre en place un indice de production du secteur primaire

L'indice calculé dans le cadre de cette activité devrait alimenter les comptes nationaux trimestriels (CNT).

32. La nomenclature utilisée pour la construction de cet indice est la Classification Ivoirienne d'Activités et de Produits (CIAP) qui est inspirée des Nomenclatures d'activités (NAEMA) et de produits (NOPEMA) des pays membres d'AFRISTAT. Deux types d'échantillons ont été tirés pour la mise en place de l'indice:

- un échantillon des principaux produits du secteur primaire (Agriculture vivrière, agriculture industrielle ou d'exportation, élevage et pêche, sylviculture) ;

- un échantillon des principales sources de collecte (Ministères Agriculture, Production

Animale et Halieutique, Economie et Finances). Pour le calcul des indices, des éléments de base ont été élaborés. Ce sont :

- les quantités moyennes mensuelles de référence produites;

- les pondérations des produits issues des valeurs ajoutées des branches du secteur primaire.

L'année de base et de référence des indices est l'année 2007 et le calcul des indices s'effectue par la méthode LASPAYRES.

.A fin septembre 2015, les premiers indices provisoires de la période 2007-2011 sont disponibles. L'équipe technique en charge de la collecte des données et du calcul de l'indice a été renforcée. La collecte des données 2012, 2013, 2014 et 2015 se poursuit.

f) Mettre en place un indice du chiffre d'affaires du secteur tertiaire

33. L'indice du chiffre d'affaires du secteur tertiaire qui devra lui aussi alimenter les comptes nationaux trimestriels (CNT) est un indice composite, couvrant les secteurs suivants:

- Transports ;
- Postes & télécommunications ;
- Commerce ;
- Hôtellerie & restauration
- Autres services.

Cet indice devra être construit à partir des formulaires de déclarations fiscales des entreprises réceptionnés à la Direction Générale des Impôts (DGI).

34. A fin septembre 2015, la méthodologie d'élaboration de l'indice basée sur la méthode LASPEYRES est disponible. La base de sondage constituée des entreprises réceptionnées à la Banque des données financières est construite. L'échantillon provisoire des entreprises représentatives des branches d'activités du secteur tertiaire est tiré. Les pondérations de ces branches d'activités sont calculées. L'application informatique qui servira au calcul automatique des indices est en cours de construction. La collecte et la saisie des formulaires disponibles (2010-2014) dans les centres d'impôts d'Abidjan ont été effectuées. La collecte des données des neuf premiers mois 2015 auprès des entreprises de l'échantillon tiré est en cours.

g) Produire l'annuaire statistique du commerce extérieur 2014

35. L'annuaire statistique du commerce extérieur 2014 est une publication annuelle qui retrace les données des échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire en 2014. Les importations et exportations mensuelles du pays sont régulièrement collectées auprès des services de la Direction Générale des Douanes. En fin d'année, les données des principaux produits exportés et importés par la Côte d'Ivoire sont validées par le comité national de validation du commerce extérieur. Une fois les données validées disponibles, elles sont récupérées et recoupées avec celles déjà collectées. Puis, le traitement de l'ensemble de ces données sous le logiciel EUROTRACE est effectué aux fins de publication de l'annuaire.

A fin septembre 2015, les données relatives à l'année 2014 ont été collectées, traitées et commentées. Le premier draft de l'annuaire statistique du commerce extérieur 2014 est donc disponible.

h) Produire l'annuaire statistique des pêches et de l'élevage 2013

36. L'annuaire statistique des pêches et de l'élevage 2013 est une publication annuelle qui rassemble les données sur la pêche et l'élevage en Côte d'Ivoire au cours de l'année 2013. Les données mensuelles, trimestrielles ou annuelles des produits de pêche et de l'élevage du pays sont régulièrement collectées auprès des services du Ministère en charge de la Production animale et halieutique. Puis, elles sont traitées aux fins de publication de l'annuaire.

A fin septembre 2015, l'ensemble des données de l'élevage pour l'année 2013 a été collecté et est en cours de traitement. Les données globales des produits de pêche sont elles aussi disponibles mais sans encore le détail des espèces.

i) Produire l'annuaire des ressources végétales 2013

37. L'annuaire des ressources végétales 2013 est une publication annuelle qui regroupe les productions agricoles de la Côte d'Ivoire en 2013. Les données mensuelles, trimestrielles ou annuelles des produits agricoles du pays sont régulièrement collectées auprès des services du Ministère en charge de l'agriculture. Puis, elles sont traitées aux fins de publication de l'annuaire.

38. Au terme des trois premiers trimestres 2015, hormis les prix aux producteurs, l'ensemble des données agricoles a été collecté. Le traitement des données déjà collectées et la collecte des prix aux producteurs se poursuivent.

j) Produire l'annuaire des statistiques de l'énergie 2013

39. L'annuaire des statistiques de l'énergie 2013 est une publication annuelle qui contient les données énergétiques de la Côte d'Ivoire en 2013. Les données mensuelles, trimestrielles ou annuelles des produits d'énergie du pays sont régulièrement collectées auprès de la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) et des services du Ministère en charge de l'énergie et du pétrole. Puis, elles sont traitées aux fins de publication de l'annuaire.

40. A fin septembre 2015, l'ensemble des données relatives à l'énergie électrique pour l'année 2013 a été collecté. La collecte des données des autres sources d'énergie (pétrole brut, gaz naturel, bitume, etc.) est également achevée. Le traitement de toutes ces données est en cours de réalisation.

k) Produire l'annuaire des statistiques économiques 2013

41. L'annuaire des statistiques économiques 2013 est une publication annuelle qui rassemble les données économiques de la Côte d'Ivoire en 2013. Les données mensuelles, trimestrielles ou annuelles des finances publiques du pays sont régulièrement collectées auprès de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et des services des Ministères en charge de l'Economie, des Finances et du Budget. Des données économiques sont aussi récupérées dans les différentes publications de L'INS. Puis, elles sont traitées aux fins de publication de l'annuaire.

42. A fin septembre 2015, les données financières déjà collectées sont en cours de traitement. Il s'agit notamment de la Balance des paiements 2013. Les autres types de données issues des différents annuaires 2013 de l'INS attendent d'être disponibles pour être récupérées.

l) Mettre en place un indice de prix à la production industrielle (IPPI)

43. Cette activité entre dans le cadre des nouvelles recommandations internationales (2010) en matière d'indice de production industrielle. Il s'agit de mettre en place un indice de prix à la production industrielle comme déflateur de l'indice des valeurs de production que l'on devra élaborer dorénavant pour l'obtention de l'indice de la production industrielle en volume.

44. Pour ce faire, une enquête de collecte des données de base pour le calcul des indices de prix à la production industrielle (IPPI) a été lancée auprès de l'ensemble des entreprises industrielles du pays. Les données des entreprises exerçant dans la ville d'Abidjan ont été collectées. Elles ont été saisies et traitées.

45. Au terme des trois premiers trimestres 2015, un renforcement de l'équipe technique en charge de la collecte des données et du calcul de l'indice a été effectué. L'échantillon des séries-témoin des produits de vente et des entreprises à suivre dans le temps sont en cours de construction. La collecte des données courantes se poursuit. L'application informatique qui sert au calcul de l'actuel indice harmonisé de production industrielle (IHPI) devra être aménagée pour le calcul automatique régulier de ce nouvel indice de prix.

m) Produire les images économiques des entreprises 2012

46. Les images économiques des entreprises 2012 est un ensemble de publications annuelles sectorielles retraçant les informations économiques et financières des entreprises de Côte d'Ivoire en 2012. Les données contenues dans ces publications proviennent toutes de la base de données apurées 2012 de la Banque des données financières.

A fin septembre 2015, l'ensemble des images économiques des entreprises 2012 est disponible.

n) Produire les comptes nationaux trimestriels (CNT) 1996-2015

47. Dans le cadre de l'amélioration des outils d'analyse de la conjoncture économique de la Côte d'Ivoire, l'INS a été instruit à élaborer les Comptes nationaux trimestriels (CNT). Pour bien mener cette

mission, l'INS a sollicité l'appui technique d'AFRITAC Ouest (FMI). Depuis 2012, celui-ci a réalisé six (6) missions en Côte d'Ivoire avec les objectifs suivants :

- Dresser l'état des lieux des indicateurs conjoncturels disponibles pour la production des CNT par la méthode indirecte (étalonnage-calage).
- Former les cadres de l'INS aux techniques d'élaboration des CNT.
- Former les cadres de l'INS sur les logiciels à utiliser :
 - ECOTRIM, pour le calcul des comptes ;
 - DEMETRA, pour la Correction des Variations Saisonnières (CVS).
- Apporter de l'expertise des pays ayant déjà initié des travaux de production des CNT (Sénégal, Cameroun).
- Construire une maquette des CNT (nomenclature, poids, indicateurs, sources, degré de fiabilité des indicateurs).

48. Un Comité national des CNT a été mis en place. Ses membres ont été désignés. Les travaux de production des CNT sont régulièrement effectués. Ils ont abouti au calcul des premiers CNT. Ces comptes trimestriels sont élaborés dans l'optique Production. L'année de référence des prix est l'année 2009 alors que l'année de base des comptes annuels est 1996.

49. Au premier trimestre 2015, lors d'un atelier, les membres clés du Comité national des CNT ont revisité les premiers résultats calculés sur la période allant du premier trimestre 1996 au deuxième trimestre 2014. A l'issue de cet atelier, deux maquettes de publication ont été élaborées. L'une relative à la publication des données historiques et l'autre correspondant à la publication trimestrielle des données courantes.

50. En septembre 2015, au cours d'un second atelier, les membres du Comité national des CNT ont examiné les publications contenant les CNT de la période 1996-2014, le premier trimestre 2015 et le deuxième trimestre 2015. Ces publications sont actuellement disponibles avec une possible correction des données de l'année 2014 dans le cadre du calage. Cette correction s'effectuera après la disponibilité des comptes nationaux annuels provisoires 2014 en cours d'élaboration.

o) Produire les indices harmonisés de production industrielle (IHPI) de 2015

51. Depuis janvier 2013, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) est l'indice officiel qui permet de mesurer l'évolution de la production industrielle en Côte d'Ivoire. Il remplace ainsi, l'ancien indice de production industrielle (IPI) base 1985.

Pour l'élaboration de ce nouvel indice (IHPI), une enquête permanente est menée chaque mois auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises industrielles en vue de collecter les quantités mensuelles produites.

52. L'année de base et de référence de l'IHPI est l'année 2007. La nomenclature de produits utilisée dérive de la NOPEMA (Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT). Les unités industrielles ont été sélectionnées par sous branche de la nomenclature d'activités dérivée de la NAEMA (Nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT) à partir des chiffres d'affaires hors taxes (CAHT) réalisés dans ces sous branches à hauteur d'au moins 80% du total du CAHT de la sous branche. Le calcul des indices (IHPI) s'effectue par la méthode LASPAYRES.

Au terme des trois premiers trimestres 2015, les indices des mois de décembre 2014 à juillet 2015 sont calculés comme prévu. Les données du mois d'août 2015 sont en cours de collecte.

p) Produire l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) et le bulletin annuel des prix des variétés 2015

53. L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) des ménages est l'instrument statistique conçu pour mesurer l'évolution du niveau général des prix en Côte d'Ivoire. Sa variation d'une année à l'autre correspond au taux d'inflation.

54. Cet indice qui est à sa deuxième génération, est né du projet d'Harmonisation des indices de prix à la consommation dans les pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

55. Lors de sa mise en place, deux types d'enquête ont été menés dans la ville d'Abidjan (univers de l'indice) au cours de l'année de base 2008 :

- l'une sur les dépenses des ménages pour déterminer le jeu de pondérations des biens et services consommés par les ménages ;
- l'autre sur les prix pour déterminer les prix de référence.

56. Pour l'élaboration de cet indice, une méthodologie commune aux pays membres de l'UEMOA a été élaborée. Cette méthodologie commune a permis de définir et de décrire entre autres :

- l'univers de l'indice ;
- l'échantillonnage adopté ;
- le recueil et le contrôle des données ;
- le calcul des indices ;
- la publication et la diffusion des indices.

57. Un logiciel de calcul des indices (Phoenix-UEMOA) a été conçu et mis en service. La nomenclature de consommation utilisée pour cet indice est celle des pays membres de l'UEMOA (NCOA) qui dérive de la nomenclature internationale COICOP structurée de façon emboîtée en fonctions, groupes, sous-groupes, postes, variétés et séries. Cette nomenclature (NCOA) comprenait 12 fonctions de consommation.

58. La collecte mensuelle des prix dans les boutiques, magasins, supermarchés et sur les marchés se fait à l'aide de questionnaires ou de carnets d'enquête. La saisie et le traitement des données collectées ainsi que le calcul des indices s'effectuent actuellement sous le logiciel Phoenix-UEMOA. Un bulletin mensuel présente les résultats chaque mois.

59. A fin septembre 2015, les indices des mois de décembre 2014 à août 2015 sont calculés comme prévu. Les prix du mois de septembre 2015 sont en cours de collecte et les indices correspondants devraient pouvoir paraître avant le 10 octobre 2015.

Concernant le bulletin annuel des variétés 2015, il ne pourrait être disponible qu'au terme de l'année 2015 afin de pouvoir prendre en compte les données de décembre 2015.

q) Mettre à jour la base des données économiques et financières des entreprises 2013

60. Pour la mise à jour de la base des données économiques et financières des entreprises, les services de la Banque des données financières et de la Comptabilité nationale ont reçu de la Direction Générale des Impôts (DGI), environ 50 000 liasses comptables 2013. Ces liasses ont été réceptionnées par la DGI dans le cadre du Guichet unique de dépôt des états financiers.

La codification des activités et des produits de ces liasses comptables et la saisie de masse de leur contenu sont effectuées dans le cadre de la production accélérée des comptes nationaux définitifs 2013 et provisoires 2014.

61. A fin septembre 2015, l'on dénombrait 22 131 états financiers codifiés dont 14 937 saisis.

r) Mettre à jour le répertoire des entreprises et immatriculer les entreprises

62. Faisant suite au Règlement N°01/CM/AFRISTAT/2009 adopté par le Conseil des Ministres de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), en sa 18^{ème} session du 16 avril 2009 à Ouagadougou (BURKINA FASO) sur la mise en place de répertoire national d'entreprises à des fins statistiques dans les pays de la région, l'INS a construit un répertoire d'entreprises depuis 2010, par appariement des fichiers d'entreprises existant dans le pays. Ce répertoire est régulièrement mis à jour chaque année. Pour mémoire, les travaux de construction de ce répertoire se sont déroulés en sept (7) phases.

s) Recensement Général de la Population et de l'habitat

63. L'apurement des données du RGPH 2014 s'est poursuivi au cours du troisième trimestre 2015 car toutes les variables n'ont pu être examinées au 2^{ème} trimestre 2015 après deux ateliers. Ainsi, un atelier dénommé AGBOVILLE 6 a été organisé du 28 juin au 12 juillet 2015. L'objectif général était d'achever les activités préparatoires en vue de la rédaction des rapports d'analyse par thème. Les objectifs spécifiques étaient de produire les tableaux croisés définitifs et de calculer les indicateurs par thème d'analyse.

64. Cet atelier a permis de mettre à la disposition du gouvernement et du grand public les principaux résultats du 4^{ème} RGPH. Lesdits résultats ont fait l'objet d'une communication en Conseil des Ministres le 5 août 2015.

65. Par ailleurs, avec l'appui du Programme Pays de Renforcement des Capacités (PPRC), un atelier de renforcement des capacités des analystes s'est déroulé à l'ENSEA du 24 au 28 septembre 2015. L'objectif principal de l'atelier était de renforcer les capacités des analystes afin d'harmoniser la présentation des rapports d'analyse et le style de rédaction. Plus spécifiquement, il s'agissait (i) d'instruire les analystes sur un canevas de présentation des rapports d'analyse, (ii) de donner des directives en matière de rédaction (taille, police, style, etc.) et (iii) de partager les expériences des personnes ressources avec les analystes.

66. Il est à noter que malgré quelques résultats rendus publiques, beaucoup reste à faire pour achever l'apurement total du fichier du RGPH 2014 en vue de l'écriture des programmes de tabulation et de la production des tableaux pour l'analyse des résultats.

t) Activités préparatoires de l'Enquête MICS-5

67. Les activités préparatoires de l'Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS5) se poursuivent. En effet, le prétest sur papier (PAPI) s'est déroulé du 4 au 9 juillet 2015 dans 5 grappes tirées par choix raisonné dans le District d'Abidjan.

68. A l'issue du prétest, un atelier a été organisé pour finaliser les différents questionnaires (ménage, femme, homme et enfant) ainsi que le manuel de l'enquêteur. Cet atelier s'est tenu du 10 au 14 avril 2015 à Agboville.

69. Par ailleurs, le protocole et le budget de cette enquête ont été examinés et finalisés. Il reste à réaliser l'enquête sur tablette (CAPI) pour boucler le prétest. Les tablettes commandées par l'UNICEF ne sont pas encore disponibles.

u) Enquête sur le bilan de compétences des enfants entrant au primaire et les pratiques parentales dans le développement du jeune enfant.

70. Cette activité n'était pas programmée dans le PAO 2015 de la DSDS. L'étude a été réalisée à la demande de l'UNICEF. Elle vise à produire des informations susceptibles de contribuer à la mise en place d'une politique, de stratégies et de plans sur le développement de la petite enfance (DPE) pour la Côte d'Ivoire. Il s'agit spécifiquement de : (i) mesurer les compétences nécessaires aux enfants pour leur entrée en première année du cycle primaire, (ii) déterminer les pratiques parentales effectivement mises en œuvre par les familles du pays, (iii) identifier les éléments devant conduire à la conception et à la mise en œuvre d'une politique nationale de développement de la Petite Enfance.

71. Cette étude est réalisée en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique. La collecte sur le terrain aura lieu au début du mois d'octobre 2015.

v) Open data (Autoroute de l'information en Afrique)

- Atelier sur les autoroutes de l'information en Afrique avec l'INS du Gabon et la Banque Africaine de Développement du 16 au 20 Novembre 2016.
- Désignation d'un participant ivoirien à l'atelier.

w) AIKP (Programme sur la connaissance des statistiques d'infrastructures en Afrique, financé par la BAD)

- Point de la collecte de données pour l'ensemble des pays engagés dans le processus lors de l'atelier de Pretoria en Juin 2015.
- Un nouveau logiciel de collecte de données a été mis au point par la BAD.
- Les données sont en cours d'actualisation pour le cas de la Côte d'Ivoire.
- Le processus doit être finalisé en Décembre 2015.

x) PSSARCIV (Plan Stratégique des Statistiques agricoles et rurales pour la côte d'ivoire avec l'appui de la BAD)

- Le DERI est le point focal de l'INS pour le Sous-Groupe SGT4 (Développement Institutionnel, Gouvernance, Formation et Renforcement des Capacités).
- Le rapport de l'évaluation a été validé par l'ensemble des parties prenantes et est disponible.

- un atelier de planification est prévu à AGBOVILLE du 11 au 13 novembre 2015 et un rapport d'activités doit être produit d'ici le 20 Novembre 2015.

y) Enquête main d'œuvre (financée par le BIT et la Bad)

- La formation pour les tests cognitifs a été assurée par un expert de la BAD, et la collecte de données s'est déroulée en Août 2015 dans la ville d'Abidjan et dans deux localités rurales du département d'Anyama.
- Les Template des tests cognitifs ont été transmis au BIT et le rapport d'ici le 30 Novembre.
- Le chronogramme et le budget vont être actualisés et transmis au BIT en même temps que le rapport des tests cognitifs d'ici le 30 Novembre 2015. Le début du processus est prévu pour 2016.

z) Indicateurs GPS (avec l'appui technique et financier du PNUD)

- Le rapport est produit et disponible. Il a été transmis à la Direction Générale.
- Un atelier de partage d'expérience est organisé par la Commission de l'Union Africaine et le PNUD à Addis Abeba du 12 au 13 Novembre 2015.
- Le processus de pérennisation est en négociation et porte sur deux aspects : la formation à Paris pour l'équipe pays et la formation des points focaux, et l'appui financier de la délégation de l'Union Européenne a été sollicité pour ces deux activités.

aa) Profil de pauvreté 2015

- Le rapport est disponible sur le site de l'INS.
- L'élaboration des termes de références pour les analyses thématiques sont en cours. les problématiques suivantes ont été retenues :
 - ✓ Pauvreté Multidimensionnelle (ENSEA).
 - ✓ Enfant, femme et pauvreté (ENSEA).
 - ✓ Déterminants de la pauvreté (Université d'Abidjan).
 - ✓ Pauvreté, Santé et Éducation (INS).
 - ✓ Emploi et Pauvreté (Observatoire de l'emploi).
 - ✓ Pauvreté en milieu agricole (INS).
 - ✓ Sources de revenus, croissance et pauvreté (ENSEA).

bb) Processus d'identification des indigents

- Les négociations sont en cours avec la CNAM pour la mise en place d'une base de données des indigents.
- Une note conceptuelle sur les critères d'identification des indigents a été élaborée et transmise à la CNAM.
- Des termes de référence ont été élaborés et transmis à la CNAM pour la réalisation d'une opération pilote.
- Par ailleurs, des discussions sont en cours avec cette structure pour booster le processus d'enrôlement des personnes dans le cadre de l'assurance maladie universelle.

cc) Enquête Emploi et secteur informel

- L'enquête pilote a été réalisée et les questionnaires définitifs sont disponibles. Pour des questions de changements institutionnels, l'enquête n'a pas été réalisée en 2015 comme prévu.
- Il est prévu que les activités de cette enquête redémarrent en février 2016.

dd) enquête sur la corruption à Abidjan

- Un accord a été signé avec la Haute Autorité à la Gouvernance pour la réalisation d'une enquête sur la corruption auprès des administrations, de la société civile et du secteur privé.
- La formation des agents est achevée et la collecte de données est en cours. Cette collecte est assurée par des agents INS.

ee) Enquête sur la sécurité alimentaire et les cantines scolaires

- Les discussions sont en cours avec le PAM et les autres structures pour la réalisation de cette activité. Le processus est prévu du 15 Novembre au 31 Décembre 2015.
- Une offre technique et financière a été transmise au PAM et fera l'objet de validation entre les deux structures.

ff) Recensement des exploitants et exploitations agricoles (REEA, financé par la FAO)

- Les dossiers cartographiques ont été confectionnés et transmis à la FAO.
- Les agents de collecte ont été formés aux aspects cartographiques du recensement.
- La supervision de la formation a été faite par les cadres de l'INS.

gg) Appui aux structures internes et externes

72. La DSDS apporte son appui à la DERI pour la réalisation de plusieurs études/enquêtes dont les principales sont : l'ENV 2015, le recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA), l'Enquête Emploi, etc.

2.4 Diffusion, promotion et vulgarisation des produits de l'INS

73. Il s'agit d'une part, de rendre accessibles au public les différentes publications et résultats issus de l'analyse des données statistiques et d'autre part, de sensibiliser les utilisateurs à tous les niveaux en vue de les intéresser aux faits statistiques et de développer la culture en la matière dans le pays. Les objectifs stratégiques définis sont, (i) *diffuser les produits statistiques et moderniser l'archivage* et (ii) *promouvoir et vulgariser les produits de l'INS*.

hh) Publication et diffusion de l'information statistique

- Mise à jour régulière du site

74. Régulièrement, la Direction rédige et poste sur le site à titre d'information aux visiteurs, des articles relatifs aux principaux événements ayant marqué la vie de l'INS. A titre d'exemple, les informations relatives aux visites et/ou missions des personnalités et des institutions à la Direction générale de l'INS, la mise en ligne des principales publications de l'INS, etc.

75. Signalons que tenant compte des recommandations de la mission en Côte d'Ivoire du FMI du 06 au 17 juillet 2015, la DDCM a abattu un grand travail en dynamisant et maximisant le postage de toutes les publications de l'INS sur le site. Notamment les derniers comptes nationaux disponibles y compris les nouveaux comptes nationaux trimestriels, les rapports d'enquêtes, les annuaires selon les domaines de production statistique, la centrale de bilans et autres statistiques d'entreprise. Aussi, a-t-elle procédé à

76. l'élaboration du calendrier de diffusion des publications de l'INS. A cela s'ajoute la gestion de certains portails de diffusion des données d'enquête tels SIGDSE, NADA et PROGNOZ.

ii) Mettre en place la messagerie et l'intranet de l'INS

77. Les applicatifs de la messagerie sont prêts. Les supports de formation ont été élaborés. Il restait à faire valider les modèles types de documents (demande d'ordre de mission, ordre de mission, Note de service, demande de congé de permission, rapport de réunion et de mission, etc.) et assurer la continuité du système vingt quatre (24) heures sur vingt quatre (24) et sept(7) jours sur sept (7).

Pour assurer le service continu de notre messagerie, nous avons décidé de déployer un des serveurs acquis dans le cadre du RGPG 2014, dans l'une de nos Directions Régionales. Après échange avec les DR de Bouaké et Yamoussoukro, nous avons retenu Yamoussoukro. Une équipe de deux informaticiens devraient s'y rendre dans les jours à venir afin d'installer la réplique de serveur.

78. Un appui de la SNDI est en préparation pour un internet haut débit gratuit fourni par la technologie fibre optique.

jj) Communication interne/externe et promotion de l'INS

➤ Edition du bulletin trimestriel d'informations

79. La Direction a travaillé en collaboration avec les représentants des autres Directions à la rédaction des articles relatifs au 9^{ème} numéro du bulletin d'informations. Ceux-ci ont été validés par le DG et le SG et transmis à notre partenaire PARIS21 pour mise en page et édition. Le support numérique déjà disponible a été transmis au Comité de Direction, aux Directeurs, aux Directeurs Régionaux et aux Sous-directeurs de l'INS.

➤ Coordination de la couverture des évènements/manifestations

80. Un appui a été apporté à la Direction de la Coordination, de la Coopération et de l'Action Régionale (DCCAR) dans le cadre de l'organisation de 2 ateliers importants (l'un national et l'autre régional) qui se sont tenus respectivement :

- du 21 au 30 Juin 2015 à Grand-Bassam sur : « Validation des rapports du plan d'urgence des statistiques de base du District d'Abidjan ».

- du 25 au 27 Août 2015 à l'hôtel Belle-côte d'Abidjan sur le thème : « Réunion annuelle du Groupe de travail technique de l'Union Africaine sur le système d'information du marché du travail et les statistiques de l'économie informelle ». De façon spécifique, le service a réalisé les activités ci-après :

- Réalisation de la Couverture médiatique ;
- Rédaction des Dossiers de presse ;
- Confection de kakemonos et banderoles.
- Démarches pour la délivrance des visas manuels ;
- Accueil et convoyage des participants à leurs différents lieux de résidence.

➤ Recherche de marchés

81. Dans le cadre de la prospection et de la recherche de nouveaux marchés, la DDCM a pu, par l'intermédiaire de ses commerciaux, décrocher des marchés auprès de certaines entreprises notamment la SODECI pour un montant de 2 200 000 F CFA.

Par ailleurs, au cours du troisième trimestre 2015, le Service Commercial a réalisé un chiffre d'affaires de 4 663 690 F CFA qui se décompose comme suit :

Répartition du chiffre d'affaire par type de clients :

Type de clients	Montants	%
Les sociétés	3 768 880	80,81
Les élèves/étudiants/enseignants & particuliers	894 810	19,19
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRE	4 663 690	100,00

Répartition du Chiffre d'affaire par mois

Mois	Chiffre d'affaires	% CA
JUILLET	1 745 320	37,42
AOUT	2 614 440	56,06
SEPTEMBRE	303 930	6,52
TOTAL	4 663 690	100,00

➤ Fonctionnement du centre de documentation de l'INS

82. En service depuis Novembre 2014, le centre de documentation a enregistré au 3ème trimestre de l'année, 55 visites dont 30% sont des agents de l'INS qui ont procédé à des consultations sur place et des prêts ; et 70% sont des usagers extérieurs pour des consultations sur place et des photocopies.

Répartition des visites par mois

Mois 2015	Visites	%
JUILLET	22	40,00
AOUT	16	29,09
SEPTEMBRE	17	30,91
TOTAL	55	100,00

kk) Formation des commerciaux

83. Dans le cadre de la redynamisation de la force de vente de l'INS, les conseillers commerciaux de l'INS, désormais bénéficiaires d'un CDD ainsi que le personnel du service commercial, de la communication et de la documentation ont été formés pour une bonne maîtrise des produits et prestations de l'INS du 09 au 11 juin 2015 à la salle de Conférence de l'INS.

III- DIFFICUTES

Les principales difficultés rencontrées dans l'exécution des activités du PAO pendant le 3ème trimestre 2015 sont les suivantes :

- les difficultés liées au financement des activités de l'INS
- le personnel statisticien insuffisant;
- la faiblesse de la connexion internet sur certains sites géographiques de l'INS ;
- le non renforcement des capacités du personnel en informatique.
- le manque de logiciel et de licence pour les produits de conception et de production de logiciels (Visual Studio 2010, DOT net, Sql Server 2008) ;
- le manque d'antivirus sur les deux tiers des ordinateurs de l'INS (Abidjan et Direction Régionale de l'intérieur).
- la boîte à outils de la Sous-direction de l'informatiques est vide :
 - pas de licences pour des Atelier de Génie logiciel (AGL);
 - pas de service disponible par l'internet; Cloud, Teamviewer, mise à online ;
- pas d'équipement pour les infrastructures informatiques de pointe.

IV- CONCLUSION ET PERSPECTIVES

En perspectives, l'exécution des activités va se poursuivre suivant le PAO 2015 de l'INS. Elle sera marquée par :

Au plan institutionnel :

- la tenue des réunions périodiques de Directions (Comité de direction, conseil de direction), les Conseils d'administration de l'INS et les réunions du personnel; les séances de travail avec le Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement.
- le suivi de la signature de la convention de travail avec l'Etat de Côte d'Ivoire ;
- la recherche de financement pour la construction du siège de l'INS ;
- le renforcement de nos partenariats avec les organisations régionales, sous régionales et internationales à travers l'exécution d'un certains nombres de projets ou programmes.

Au plan technique :

- la poursuite des activités liées aux travaux d'élaboration des comptes nationaux ; des comptes nationaux trimestriels ;
- la production des indicateurs conjoncturels ;
- la tenue ou la participation de l'INS aux différentes réunions techniques au niveau national ou international ;
- la poursuite des travaux liés au Recensement général de la population et de l'habitat (la phase d'analyse) ;
- l'achèvement du plan d'urgence de production des statistiques de base (PU-PSB)
- les activités de renforcement de capacités humaines du personnel du service de la documentation au logiciel de gestion de la documentation et de celui du service internet à la gestion des bases de données sur le WEB n'ont pu être réalisées.
- la mise à jour du catalogue avec la rédaction en cours des rapports thématiques du RGPH 2014;
- l'adoption de la charte graphique;
- Le recrutement des consultants pour l'élaboration du document portant politique de Diffusion de l'INS, en relation avec l'expert du PAPS ;
- Le recrutement des consultants pour la refonte du site internet de l'INS, en relation avec le consultant du PAPS.